

<http://pierrealainmillet.fr/Une-ruche-industrielle-pour-les>



Conseil de métropole du 24 juin 2019

Une ruche industrielle pour les salariés ?

- Interventions - Conseil métropolitain du Grand Lyon -

Date de mise en ligne : lundi 24 juin 2019

Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

Cette délibération commence par nous faire croire que l'hirondelle d'un solde net positif de l'emploi dans l'industrie en 2018 ferait le printemps, sans rien dire de la poursuite de la désindustrialisation sans freins dans notre pays et dont les symboles sont connus : Alstom Belfort et Grenoble, Ascoval, Ford à Bordeaux, cristallerie d'Arc, papeterie Arjowiggins, whirlpool... Mais derrière les noms symboles, il y a les faits, on produit 3 fois moins de voitures en France en 2018 qu'il y a 15 ans ! La chute s'accélère.

Mais on nous présente à chaque occasion la métropole comme un territoire avec une météo économique inverse, et on nous promet une métropole 'fabricante'. Il faut pour cela subventionner des acteurs supposés pleins de bonnes intentions. Mais au fait, les acteurs de cette ruche industrielle touchent combien de CICE ou de CIR ? et pour en faire quoi ?

Sur le fonds, nous sommes convaincus que le discours métropolitain sur l'industrie et l'économie ne peut inverser les logiques économiques profondes. On continue à nous faire croire que le problème de l'industrie est celui du coût du travail, comme si AIRBUS était installé à Toulouse parce-que les salaires y sont plus bas ! La vérité est que l'industrie est d'abord un enjeu d'investissements, de cohérence des filières, et de formation. La revue Fusions & Acquisitions Magazine montre que les acquisitions étrangères en France s'accélèrent et identifie les risques sur les brevets, les filières.

Vous savez tous je l'espère qu'une des premières mesures de GE rachetant Alstom a été de transférer les brevets dans une filiale suisse... Pour reprendre le site, il faudrait aujourd'hui les lui racheter !

Selon le cabinet Trendeo, 48% des investissements industriels dans le monde depuis 2016 ont été faits en Asie, 26% sur le continent américain, et seulement 17 % en Europe. Les projets les plus axés sur l'usine du futur sont concentrés dans les pays au PIB le plus élevé, pour Europe, le Danemark, l'Autriche et la Finlande, la France n'étant que septième !

Comme le dit André-Yves Portnoff, professeur invité à HEG Fribourg sur la chaire Edgar Morin, de L'association "manifeste pour l'industrie" : « *La désindustrialisation de la France ? Pas une fatalité. Un choix délibéré par ignorance ou égoïsme myope* »

Il affirme que la meilleure manière de protéger l'industrie est de ne pas la brader, et que s'est-il passé sur le site de Bosch Vénissieux, un des plus grands groupes industriels mondiaux, 75GEuros de chiffre d'affaires, 5GEuros de résultat net, 6GEuros d'investissements par an, principalement en Allemagne et Europe de l'Est, mais qui se désengage de la France, son directeur annonçant récemment pour la première fois la possible fermeture du site de Rodez !

Rappelez-vous du préfet déclarant il y a un an « *On vous a donné en Crédit d'impôt compétitivité (CICE) et en Crédit d'impôt recherche (CIR) plus que vous n'investissez, (...) Et en retour, vous voulez licencier sur le site de Vénissieux. Je n'accepte pas, il y a pas de raison que j'y perde autant. Nous attendons un retour sur investissement, sur le territoire.* ».

Alors monsieur le président, vous me direz, nous n'y pouvons rien et nous faisons tout notre possible pour la revitalisation industrielle de ce site et ce projet de ruche peut y contribuer. Pourquoi pas, et nous ne sommes pas

Une ruche industrielle pour les salariés ?

contre cette ruche industrielle, surtout si elle permettait de mettre à disposition des plateformes technologiques pour aider les TEP et PME. Mais franchement, la présence de Bosch dans ce tour de table est symboliquement provocatrice, après avoir supprimé 1000 emplois, le groupe met quelques milliers d'euros pour aider à la transformation numérique, alors même que sa responsabilité serait de mettre des millions pour un réinvestissement dans l'industrie du futur dont ce groupe est pourtant un des champions.

Vous savez comme nous que le projet d'installation de NAVYA sur le site ne se fera pas, et nous souhaitons pour notre part que la métropole accompagne le défi de la réussite de Boostheat par exemple en cherchant des sites publics susceptibles d'accueillir ses chaudières comme le fait la ville de Vénissieux.

En tout cas, nous dirons chiche à cette ruche industrielle, sans aucune illusion sur son impact réel, mais en insistant pour les plateformes qui seront développées soient mobilisables par les organismes de formation professionnelle du secteur et notamment l'AFPA, le GRETA, le CERTA qui sont tous confrontés à l'enjeu de l'accompagnement des salariés dans la transformation numérique des métiers de l'industrie.